

Les crédits

cienne formule. La réduction de la subvention fédérale entraîne une perte de 475 \$ par habitant dans les Territoires du Nord-Ouest.

• (1745)

Cette réduction s'élèvera à environ 110 millions de dollars au bout de cinq ans. Non seulement de telles compressions compromettent-elles la position financière du gouvernement territorial et la capacité des Territoires du Nord-Ouest de pourvoir aux besoins pressants de leurs habitants, mais la nouvelle formule comporte en plus de nombreuses failles qui limiteront les moyens dont dispose cette région pour développer son économie.

Les nouvelles dispositions entreront en vigueur le 1^{er} avril 1990 et elles seront maintenues pendant les cinq prochaines années, une révision étant prévue après trois ans d'application. Les changements apportés dans la formule de financement signifient que les recettes fiscales des Territoires du Nord-Ouest augmenteront moins vite que l'inflation au cours de l'exercice de 1990-1991. C'est la première fois que le gouvernement territorial est aux prises avec une tel problème.

Le gouvernement territorial a dû réduire ses dépenses et augmenter les impôts à cause de la réduction des paiements de transfert du gouvernement fédéral. La nouvelle formule de financement oblige le gouvernement territorial à augmenter les impôts. Toutefois, en raison des changements effectués par le gouvernement fédéral, les paiements versés aux T.N.-O. seront liés à un indicateur fondé sur un impôt provincial et territorial perçu en 1987-1988. La subvention aux T.N.-O. sera donc réduite, car le gouvernement fédéral considère que l'impôt du gouvernement des T.N.-O. est inférieur à la moyenne provinciale pour cette année-là.

En outre, dans les années qui suivront, les subventions fédérales seront réduites en fonction de l'écart de croissance entre l'impôt territorial et l'impôt provincial à compter de l'année de référence 1987-1988. Les changements que le gouvernement fédéral apporte ainsi aux accords de financement qu'il a conclus avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest obligent celui-ci à modifier considérablement son programme de dépenses et sa politique fiscale pour les cinq prochaines années. Il devra prélever les mêmes taxes que les provinces, à des taux comparables à la moyenne provinciale, s'il veut récupérer la contrepartie des coûts que lui impose le gouvernement fédéral.

Il nous faudra également subir les mêmes augmentations de taxe que les autres provinces pour empêcher que notre budget global ne soit rongé encore davantage. Dans cette formule, on ne tient pas compte du fait que les habitants du Nord portent déjà un fardeau fiscal plus lourd que la plupart des Canadiens à cause du coût élevé de la vie dans le Nord.

Le ministre des Finances des Territoires du Nord-Ouest l'a dit: «Nous sommes d'avis que la formule, dans l'ensemble, ne favorise en rien le développement économique.» On a trouvé un certain réconfort dans l'échelonnement de l'impact financier sur trois ans et dans le fait que la réduction n'est pas aussi importante que l'avait d'abord proposé le gouvernement fédéral.

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest n'en demeure pas moins farouchement opposé à l'adaptation de l'effort fiscal à la formule. Cela ne fait que fausser la formule et risque d'entraîner de graves conséquences financières pour notre gouvernement au cours des cinq prochaines années.

Le budget fédéral du 20 février n'a pas arrangé les choses pour les économies du Nord, bien au contraire. Les dernières compressions budgétaires vont leur être néfastes. Conformément à la nouvelle méthode fédérale de financement préétablie avec les gouvernements du Nord, les deux territoires vont devoir hausser leurs impôts si les provinces haussent leurs taux d'imposition, sous peine de voir réduire leurs subventions annuelles de fonctionnement.

En réduisant les paiements de transfert aux provinces pour la santé et l'éducation, le gouvernement fédéral force les provinces à augmenter leurs impôts et leurs taxes. Si les provinces les augmentent, le gouvernement des territoires devra les augmenter aussi.

J'ai déjà mentionné les coupes que le gouvernement fédéral a imposées dans les fonds qu'il transfère aux deux gouvernements territoriaux. Les Territoires du Nord-Ouest ont subi une réduction de 110 millions. Les paiements de transfert au Yukon ont diminué de 9 millions pour cet exercice, de 12 millions pour le prochain, et de 20 millions pour l'exercice suivant.

Selon le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les coupes mettent en danger sa capacité de stimuler l'économie. Le ministre des Finances des territoires dit que le gouvernement fédéral nuit ainsi à la croissance économique.